



HAL
open science

L'agriculture biologique, identité en évolution

Natacha Sautereau, Servane Penvern, Jean Harzig

► **To cite this version:**

Natacha Sautereau, Servane Penvern, Jean Harzig. L'agriculture biologique, identité en évolution. Végétal: l'écho de la planète fruits et légumes, 2011, 280, pp.4-5. hal-02642512

HAL Id: hal-02642512

<https://hal.inrae.fr/hal-02642512>

Submitted on 28 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'agriculture biologique, identité en évolution

Dans une récente publication, Natacha Sautereau et Servane Penvern regardent l'agriculture biologique comme un prototype pouvant concilier des performances pour une agriculture durable. Nous examinons avec elles les voies d'évolution possibles pour nos systèmes agricoles et alimentaires en réponse aux questions de plus en plus pressantes et polémiques de la société. Mais en sortant de sa situation de niche, l'AB connaît une mutation profonde, qui interroge son identité en évolution. **PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN HARZIG**

Comment évolue la position de l'AB vis-à-vis de l'agriculture conventionnelle ?

Natacha Sautereau et Servane Penvern : Naguère marginalisée et stigmatisée, notamment dans le milieu agricole, la production biologique, légitimée par la société, bénéficie d'une image très positive qui la positionne désormais souvent comme un "concentré" de bonnes pratiques agricoles et alimentaires (cf. par exemple le salon Tech&Bio, qui présente l'AB comme un ensemble de pratiques qui pourraient "percoler" en conventionnel). On assiste à un double mouvement : le monde conventionnel essaie de "s'écologiser" et on observe en AB certaines tendances à l'intensification. La multiplication des exploitations, l'augmentation des surfaces cultivées et des volumes de production, la forte hausse des importations et l'accroissement de la demande modifient les façons de pratiquer, de penser et de vivre l'activité. Il s'ensuit notamment un processus d'accélération et d'élargissement des échanges qui contribue à remettre en cause les savoirs et les savoir-faire acquis.

Quelle serait la voie intermédiaire pour cesser l'opposition entre agriculture biologique et conventionnelle ?

N. Sautereau et S. Penvern : La FAO postule que la hausse de la

population mondiale devra être accompagnée par la multiplication par deux de la production agricole mondiale. Or, nous estimons qu'il existe des marges de progrès par ailleurs, notamment via la réduction des pertes et des gaspillages entre le champ et le consommateur, qui atteignent un tiers des volumes produits (FAO). Il faut aussi questionner les valeurs nutritionnelles et les régimes alimentaires et notamment l'équilibre protéines animales/protéines végétales. Par ailleurs, sans parler de décroissance des volumes produits, il nous semble important de réfléchir à l'amélioration de l'existant

observe déjà dans des systèmes intensifiés des cas de stagnation voire de recul des rendements. L'agriculture en est globalement aujourd'hui à ce virage et la bio est considérée comme une porte de sortie de cette impasse dans l'intensification des intrants matière et énergie.

Pouvez-vous préciser ?

N. Sautereau et S. Penvern : L'intensification écologique entend concilier une meilleure durabilité du système et le maintien de rendements élevés, voire leur augmentation, c'est-à-dire produire mieux et plus. Il s'agit donc d'écologiser le système

par exemple dans les cas de répétition multiple des traitements. En arboriculture, nous préférons réfléchir dès la conception à un verger durable car cela permet de poser de bonnes questions sans préempter des réponses. Il faut aussi assumer qu'une conversion ne s'effectue par toujours sur le socle technico-économique optimal d'un verger créé *ab nihilo* dans l'environnement idéal. Il faut composer avec l'agroécosystème et le contexte socio-économique. À cet égard, le problème du carpocapse du pommier et la manière de l'appréhender opposent de manière exemplaire deux paradigmes : celui d'un verger plus extensif qui favorise la biodiversité et celui d'un verger intensif sous filet Altcarpo qui permet de se préserver de tous les traitements contre le ravageur. Une telle approche est contestée par certains bio qui lui reprochent de couper l'arbre fruitier de son environnement naturel : cette démarche technique ne vient pas accroître les fonctionnalités de l'écosystème. On est donc bien face à deux paradigmes, celui d'une bio écologique, mettant en œuvre des régulations biologiques, et celui d'une bio plus technologique (le filet pose aussi la question de la dépendance à la ressource pétrolière pour sa fabrication...). Cela dit, on peut aussi considérer que les deux positions sont plus complémentaires qu'antinomiques

“ La bio du supermarché perd sa dimension de modèle alternatif ”

via la reconception des systèmes actuels. La Prospective Agrimonde® reste dans un postulat de croissance : est-ce nécessaire ? On est en tension entre durabilité à long terme et rendement à court terme. Une étude fait remarquer que les civilisations ayant poussé des stratégies d'intensification ont atteint une certaine limite avec un point de rupture concernant le ratio intrants/rendements. En agriculture, on

en intégrant des pratiques plus écologiques. La bio part avec un meilleur profil de durabilité, mais avec des rendements plus bas à court terme. La question est de savoir si l'on peut accroître les rendements (intensification) sans que la durabilité de l'AB soit affectée. C'est notamment l'objet du programme ANR (Agence nationale de la recherche) DynrurABIO. Il existe d'ailleurs des contradictions au sein de la bio,



et que, selon les situations, l'une ou l'autre des approches sera la plus pertinente. D'ailleurs, dans l'objectif de réduction des intrants, l'Inra travaille sur l'agroécologie avec la volonté de mieux connaître l'écologie des systèmes et aussi de concevoir des innovations technologiques adaptées. Car la réduction des intrants est un enjeu en conventionnel mais aussi en bio.

Vous soulignez ici l'hétérogénéité des pratiques en bio et en conventionnel ?

N. Sautereau et S. Penvern : En effet, on aurait pu escompter qu'en bio, du fait de son cahier des charges, la diversité des pratiques soit réduite, or on se rend compte que la diversité y est aussi très grande. Rappelons d'ailleurs que la conversion est une étape compliquée et la substitution est sans doute une première étape assez incontournable. Mais la substitution d'un intrant conventionnel par un intrant bio suffit-elle à engendrer une agriculture durable ? À court terme, il faut remplacer l'intrant, ensuite l'apprentissage doit être continu. L'idéal est bien sûr d'arriver progressivement à remplacer les intrants par la connaissance des écosystèmes.

Cette vision tend à être adoptée désormais par les vendeurs d'intrants eux-mêmes (qui disent vendre des "économies d'intrants" !). Beaucoup d'entre eux se sont d'ailleurs mis à vendre des produits pour la bio ou des produits bio ou écocompatibles !

Alors, vivons-nous une transition ou une rupture ?

N. Sautereau et S. Penvern : Il y a des innovations de niche qui influencent le système dominant grâce aux pressions de la société qui créent des "fenêtres d'opportunité", et la bio est clairement une innovation de niche qui se propage de la sorte. Il y a aussi des circonstances de rupture et dans un autre domaine, la crise de Fukushima en est une pour l'énergie nucléaire. Se pose donc pour la bio la question : va-t-elle être « absorbée » et normalisée par le courant dominant ou va-t-elle le bousculer de ses fondamentaux ?

Comment abordez-vous la question de la valeur à la production agricole ?

N. Sautereau et S. Penvern : La disparition généralisée de très nombreux agriculteurs dans le monde résulte de leur

mise sur l'échiquier mondial pratiquement sans garde-fou. Il faut permettre une protection de l'agriculture, notamment en reconnaissant et en payant pour sa multifonctionnalité. Or de nombreux agriculteurs veulent encore être payés pour leur production et non pour les services connexes, car ils ne veulent pas se voir comme des jardiniers de l'écosystème. Il faut d'ailleurs souligner que la bio a tendance à intégrer davantage l'environnement comme un facteur de production quand le conventionnel l'aborde souvent comme une externalité. Mais comment évaluer un service de pollinisation par exemple ? Bien que complexe, la monétarisation des services écologiques est un biais qui les rend visibles. Concernant la valeur des produits bio, elle reste unitairement supérieure à celle de son équivalent conventionnel, ce qui compense à peu près des rendements encore inférieurs. Mais cette surcote pourrait disparaître avec la montée prochaine de l'offre de produits bio : en arboriculture, le tiers des superficies actuellement contrôlées par les organismes certificateurs est en conversion, la moitié en viticulture : il va y

Parcours

Natacha Sautereau (à droite), agronome, spécialisée en agroéconomie, conseillère en AB à la chambre d'agriculture de Vaucluse pendant douze ans, et chargée de mission AB pour la chambre régionale d'agriculture Paca, est mise en disponibilité en tant qu'ingénieur de recherche à l'unité écodéveloppement de l'Inra d'Avignon depuis 2009.

Servane Penvern (à gauche), agronome, spécialisée en protection des plantes et biodiversité, est chargée de mission pour l'animation et le développement des recherches en AB au comité interne de l'AB de l'Inra.

avoir afflux de produits bio sur le marché, ce qui va permettre des économies d'échelle mais peut induire mécaniquement un risque de décade.

Comment ne pas reproduire en bio les errements du conventionnel, intensification, concentration de la production, perte de valeur, perte des exploitations familiales ?

N. Sautereau et S. Penvern : On pourrait envisager des plates-formes type SCOP (sociétés coopératives et participatives) incluant les consommateurs, ou envisager des mises en marché différenciées évitant d'assujettir la production à la pression de l'aval. Il faut aussi souligner que le produit bio de supermarché n'est pas le même que celui de l'Amap. Le premier est standardisé avec peu d'intégration sociale (hormis certaines démarches bio équitables). Le second intègre du social à l'agriculture. Le premier est plus axé sur l'international, le second sur le local. La pluralité des schémas est intéressante et il est souhaitable qu'ils cohabitent. Mais en quatre ans, la part des GMS sur l'AB a doublé, aux dépens des circuits alternatifs. Et la bio est devenue un produit d'appel en supermarchés avec notamment le développement des produits transformés manufacturés : la bio devient ici une norme technique qualitative et perd sa dimension de modèle alternatif. ■